

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU DOUBS
ARRONDISSEMENT DE MONTBELIARD
CANTON D'AUDINCOURT
COMMUNE DE SELONCOURT
N° INSEE : 25539

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Seloncourt DCM20241015-9	Séance du 15 octobre 2024 à 18h30 L'an deux mil vingt-quatre , le quinze du mois d'octobre, le Conseil Municipal de la Commune de SELONCOURT s'est réuni en Mairie - Salle du Conseil Municipal - après convocation légale, sous la Présidence de M. Daniel BUCHWALDER, Maire, pour une session ordinaire.
Date d'envoi de la convocation : le 07 octobre 2024 Date d'affichage et de publication sur le site internet de la commune : le 16 octobre 2024	
<u>Etaient présents (21)</u> Daniel BUCHWALDER, Françoise PAICHEUR, Jean-Marc ROBERT, Mathieu GAGLIARDI, Laurence DI VANNI, Jean FORESTI, Catherine JACQUOT, Nicolas PIERGUIDI, Jean-Claude PERROT, Jean-Luc MIESKE, Madeleine MAUFFREY, Lysiane MABIRE, Clément GIRARD, Eric LANUSSE CAZALE, Michel BARBÉ, Régis ARNOLD, Denis TISSERAND, Christian TOITOT, Sergio BEE, Sylvie WERNY, Béatrice ROCH. <u>Etaient excusés ayant donné procuration (7)</u> Maryline CHALOT a donné procuration à Françoise PAICHEUR Alain KMOCH a donné procuration à Jean-Marc ROBERT Christine GUEY a donné procuration à Lysiane MABIRE Brigitte ALZINGRE a donné procuration à Jean-Luc MIESKE Romuald GADET a donné procuration à Mathieu GAGLIARDI Sophie MOREL a donné procuration à Nicolas PIERGUIDI Léa LEMOINE a donné procuration à Jean FORESTI <u>Absent (1)</u> Patrick LIEGEART	
Monsieur le Maire procède à l'appel, le quorum étant atteint (21 membres présents) il ouvre la séance. En application de l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil municipal nomme Mme Françoise PAICHEUR pour remplir les fonctions de secrétaire.	
Nbre de membres : <ul style="list-style-type: none">- En exercice : 29 - Quorum : 15- Présents : 21- Ayant donné procuration : 7- Absent : 1- Ayant pris part au vote : 28	Résultat du vote : <ul style="list-style-type: none">- Pour : 28- Contre : 00- Abstention : 00

OBJET : PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE – PARTICIPATION EMPLOYEUR AU RISQUE PREVOYANCE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le Code des Assurances ;

Vu le Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code de la mutualité ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu la Directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil, du 31 mars 2004, relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services ;

Vu la Circulaire n°RDFB12207899C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu la liste des contrats et règlements labellisés sur le site internet <http://www.dgcl.interieur.gouv.fr> ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration du centre de gestion du Doubs en date du 17/06/2019 portant choix de conventions de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire ;

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 3 octobre 2024 ;

Vu l'avis favorable de la Commission Personnel ;

Vu l'exposé du Maire ;

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **DECIDE** d'accorder sa participation financière aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité pour le risque prévoyance à compter du 1^{er} janvier 2025

Le risque prévoyance c'est-à-dire les risques liés à l'incapacité de travail, l'invalidité ou le décès,

1. Pour ce risque, la participation financière de la collectivité sera accordée exclusivement :

☒ au contrat référencé pour son caractère solidaire par le centre de gestion du Doubs proposé par CNP avec une gestion du régime assurée par Relyens :

☐ L'assiette de cotisation est composée du traitement brut indiciaire annuel et de la NBI (nouvelle bonification indiciaire)

☒ L'assiette de cotisation est composée du traitement brut indiciaire annuel et de la NBI (nouvelle bonification indiciaire) et des éléments de régime indemnitaire susceptibles d'être perdus en cas de congés à l'exclusion du CIA (complément indemnitaire annuel)

☐ aux contrats labellisés au niveau national par les organismes compétents pour leur caractère solidaire et responsable qui auront été conclus par les agents.

2. Pour ce risque, le niveau de participation sera fixé comme suit :

L'obligation de participation financière à hauteur d'au moins 20% de la protection sociale complémentaire « prévoyance » s'impose aux employeurs territoriaux à compter du 1er janvier 2025 fixé par l'article 2 du décret n°2022 du 20 avril 2022, c'est-à-dire 7 €.

- **AUTORISE** le Maire à prendre et signer les contrats et convention correspondant et tout acte en découlant

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an ci-dessus.
Pour extrait conforme,

Le Maire,
Daniel BUCHWALDER

 